19 mars 2020

La CGT, ses structures professionnelles et en territoire alertent et dénoncent la situation de l'entreprise de LUXFER et de ses salarié.es

---

Communiqué de presse

La planète entière vit actuellement une crise sanitaire sans précédent qui contraint les gouvernements à prendre des mesures difficiles pour répondre à l'urgence. La Chine, l'Italie et l'Iran comptent malheureusement un nombre important de morts causé par la propagation du Coronavirus. Ces pays ont déjà fait part de leur difficulté d'approvisionnement sur le matériel médical et notamment sur l'oxygène médical.

Aujourd'hui, c'est l'Europe qui devient l'épicentre de la pandémie de ce Coronavirus et la France fait partie des pays les plus touchés. Ce virus déclenche de nombreux dysfonctionnements respiratoires dont les symptômes peuvent être atténués par l'oxygène médical.

La seule usine d'Europe à produire des bouteilles d'oxygène médical se situe à Gerzat et se trouve depuis plusieurs mois à l'arrêt. La raison, c'est que le groupe LUXFER qui la détient, a décidé en 2018 de licencier tous les effectifs de l'entreprise provoquant ainsi la fin de la production de bouteilles de gaz respiratoire pour créer une pénurie, forçant ainsi ses clients à acheter des produits de plus basse qualité à un prix plus élevé. Cette usine a enregistré cette même année des bénéfices en hausse de + 55 % par rapport à l'année précédente.

Pour améliorer ses profits, LUXFER ne s'est pas contenté de spéculer en créant cette pénurie, il a mis en danger la sécurité de l'approvisionnement des systèmes de santé mondiaux.

Les ex-salariés dénoncent depuis plusieurs mois le risque que fait courir LUXFER à la filière oxygène respiratoire, car la production de l'usine de Gerzat n'a pas été délocalisée sur de nouvelles lignes de production, mais supprimée ou intégrée dans les lignes d'autres usines déjà saturées.

15 mois plus tard, l'épidémie de COVID-19 a déjà causé plus de 7.000 morts. Les ex-salarié.e.s du site de Gerzat occupent leur usine pour éviter que des bulldozers détruisent leur outil de travail, dénonçant depuis des mois les risques de pénurie ou de qualité sur l'approvisionnement en bouteilles d'oxygène médical et ARI pompier européen.

Le groupe LUXFER est détenu par des fonds d'investissement (Fidelity, Blackrock, etc…) qui spéculent aujourd'hui sur la volatilité des cours de la bourse due au COVID-19 sans se soucier des conséquences humaines désastreuses qu'ils provoquent.

Alors que la crise sanitaire n'est qu'à son début, lors de son allocution du 16 mars, le Président de la République est contraint d'annoncer le déplacement de nombreux patients du Grand Est vers des zones où les hôpitaux sont moins saturés. Les patients en déficience respiratoire se verront transportés sous oxygénothérapie grâce à ces bouteilles d'oxygène médical que les salarié.e.s du site de Gerzat fabriquaient encore il y a quelques mois. Le gouvernement prévoit également de trouver des équipements d'oxygène mobile au corps médical pour éviter d'avoir à choisir parmi les patients qui peuvent être sauvés.

Communiqué de presse

L'unique usine de bouteilles en Europe reste pourtant fermée. Depuis plus de huit mois, les salarié.e.s et leurs organisations syndicales multiplient les rencontres avec les services de l'Etat et le Ministère de l'économie pour proposer des solutions de revitalisation du site et maintenir cette activité en France. Des industriels crédibles ont fait des propositions de relance et de développement d'activité nouvelles.

Pourtant lors d'une réunion avec l'Etat, celui-ci a indiqué aux ex-salariés de Gerzat, qu'il n'avait pas la capacité de savoir si une pénurie de bouteilles d'oxygène se profilait. Il attende que les hôpitaux ou les gaziers soient face à une pénurie pour agir. Si nous attendons qu'une pénurie soit là pour relancer l'entreprise, il sera trop tard.

Fin 2019, début 2020, des incendies dévastateurs ont ravagé l'Australie, le Brésil, etc… Les pompiers excédés par le manque de moyens humains et matériels n'ont pas manqué de faire connaître leur colère sur les réseaux sociaux et dans les médias. Là encore, l'usine de Gerzat produisant les équipements indispensables pour ces pompiers (ARI) aurait pu fournir en urgence le matériel indispensable pour limiter cette catastrophe écologique sans précédent.

Il est dans l'intérêt général de garder sur le territoire national la maîtrise de nos productions d'équipement de sécurité (pompier et médical).

En tant que seul producteur européen de bouteilles d'oxygène médical, la France a une responsabilité envers ces citoyen.nes mais aussi envers l'ensemble de la communauté européenne.

Pourtant, l'Etat se réfugie derrière le droit de propriété pour ne pas avoir à nationaliser cette entreprise, peu importe le risque qu'il fait courir à la population française et européenne.

Le Président de la République rappelle dans son allocution du 12 mars : "Ce que révèle cette pandémie, c'est qu'il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché. Déléguer notre alimentation, notre protection, notre capacité à soigner notre cadre de vie au fond à d'autres est une folie. Nous devons en reprendre le contrôle, construire plus encore que nous ne le faisons déjà une France, une Europe souveraine, une France et une Europe qui tiennent fermement leur destin en main".

Il appelle aussi les Français à faire preuve de solidarité et de fraternité. Alors aujourd'hui, nous en appelons à la responsabilité de l'Etat français en nationalisant définitivement l'usine de Gerzat pour un redémarrage immédiat de l'activité avant de nous retrouver dans une pénurie similaire à l'Italie, l'Iran ou la Chine. Les ancien.nes salarié.e.s sont prêts à aider à endiguer cette pandémie et n'attendent que le feu vert de l'Etat pour redémarrer ces productions.

En "temps de guerre", une situation exceptionnelle exige des moyens exceptionnels. Il en va de la santé, de la sécurité et de la survie des citoyen.nes.

Le Président tient ici l'opportunité de mettre en œuvre les décisions politiques courageuses qui montreront la voie vers le progrès social en réquisitionnant d'urgence l'usine de Gerzat qui fournira le matériel respiratoire vital aux patients victimes de la pandémie de COVID-19, véritable tragédie humaine et crise sanitaire internationale.

Afin de respecter les mesures de confinement imposées par l'épidémie du COVID-19, les salariés ont décidé de suspendre l'occupation de leur entreprise LUXFER. Ils exigent de la Préfecture qu'elle prenne toute responsabilité qui est la sienne dans la poursuite de la protection du site, de l'outil de travail, des salariés et de leurs représentants, dans la perspective de la nationalisation de l'entreprise, afin de répondre aux besoins urgents et vitaux imposés à tous par la crise sanitaire. Les compétences et les savoir-faire des salariés, l'outil industriel qu'ils ont construit et protégé doivent être mis au service de l'intérêt général et des professionnels de santé et des populations.

Contact presse :

Axel PERONCZYK : 06.37.78.91.79